



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Stéphanie JANNIN, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Environnement - Contrat de concession pour le service public du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente - Coopérative d'électricité de Saint Martin de Londres (CESML) - Approbation - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place de ses communes membres, la compétence en matière de distribution publique d'électricité en tant qu'Autorité Organisatrice de la Distribution d'Électricité (AODE). Elle est, à ce titre, propriétaire des ouvrages des réseaux publics de distribution d'électricité et en charge de la négociation et du contrôle du contrat de concession. Cette compétence recouvre les deux missions suivantes :

- Le développement et l'exploitation des réseaux publics de distribution d'électricité ;
- La fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente.

Conformément aux articles L.111-52, L.121-4 et L.121-5 du Code de l'énergie, les entreprises locales de distribution sont les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité dans leurs zones de desserte exclusives respectives et assurent également la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementé de vente.

Parmi les contrats de concession à conclure sur le territoire de la Métropole figure notamment un contrat avec la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML). Le périmètre concédé comprend les secteurs « *Les Hauts de Massane* » et « *Rue Thériaque* » de la Commune de Montpellier. Les ouvrages exploités par la CESML sur la Commune de Montpellier n'avaient plus de contrat de concession associé préalablement à cette négociation. En effet, cette zone de Montpellier était historiquement rattachée à la Ville de Grabels avant d'être incluse à la Ville de Montpellier.

Compte tenu de la nécessité de conclure un contrat pour cette zone, la Métropole a engagé avec la CESML, des négociations pour aboutir à un nouveau contrat de concession sur la base d'un modèle de contrat national établi initialement en 2017 entre Enedis, EDF, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) et France Urbaine. Ce modèle a été adapté en 2020 par les représentants nationaux au cadre spécifique des entreprises locales de distribution en lien avec la FNCCR, puis amendé localement pour tenir compte des particularités et enjeux du territoire.

La préservation des intérêts de la Collectivité a guidé la négociation avec les principaux enjeux suivants, en lien avec le Plan Climat Air Energie Territorial solidaire (PCAETs) de la Métropole :

- Maintien durable de la bonne qualité de distribution de l'électricité et de service ;
- Adaptation des ouvrages à la transition énergétique, au renouvellement et à la modernisation du réseau public de distribution ;
- Lutte contre la précarité énergétique ;
- Optimisation des travaux sur l'espace public ;
- Amélioration de la qualité des inventaires et des données du service, avec la présentation progressive d'éléments détaillés et localisés portant sur l'ensemble des biens concédés (y compris les remises gratuites) ainsi que le détail de l'actif et du passif ;
- Préservation des investissements locaux délibérés et la défense des droits du concédant.

L'une des principales évolutions du nouveau modèle de contrat de concession est la co-construction de la programmation des investissements délibérés. Un schéma directeur des investissements (SDI) fixe en effet les ambitions à l'échéance du contrat. L'engagement de la CESML porte sur les quantités globales des investissements et non sur l'évaluation financière.

Le SDI est composé d'objectifs de résultats sur la durée du contrat tels que le maintien dans le temps du niveau du temps de coupure (14,7 mn en moyenne) et plus largement d'une garantie durable de la qualité d'alimentation du réseau de distribution, d'une garantie en cas d'incident majeur affectant un poste source d'un taux de sécurisation minimal de 40% de la puissance desservie par le poste source, ou encore un renouvellement des réseaux souterrains Haute Tension (HTA) les plus anciens.

L'engagement de la CESML pour le 1^{er} programme pluriannuel d'investissements (PPI) sur la période 2024 - 2029 est évalué à 192,6 k€ HT. Ce PPI porte principalement sur la fiabilisation des postes de distribution publique, la sécurité des tiers en cas d'accès à un poste de transformation ou encore le renouvellement de colonnes montantes au sein de copropriétés.

De plus, la CESML s'engage à contribuer à des actions de transition écologique et solidaire portées par la Métropole à hauteur de 5 k€ par an. Cela pourra concerner l'appropriation d'éco-gestes, la compréhension de la facturation et le suivi de la consommation électrique ou encore l'accompagnement dans une démarche de rénovation énergétique.

Concernant l'intégration des ouvrages dans l'environnement, l'ensemble des 38 km de réseau sont souterrains.

Si ce contrat présente plusieurs avancées, il subsiste des points de vigilance avec des enjeux financiers importants pour la Métropole, telles que les conditions financières dans l'hypothèse d'une fin de la concession avant sa date d'expiration ou la nature juridique des biens immatériels. Ainsi la Métropole restera attentive à l'évolution de la jurisprudence sur ces sujets afin, le cas échéant, de faire évoluer le contrat dans l'intérêt des clients du réseau.

S'agissant de la mission confiée en matière de fourniture d'énergie au tarif réglementé, les dispositions proposées se conforment à celles du modèle national.

En synthèse, le contrat de concession entre l'autorité concédante, le gestionnaire du réseau de distribution et le fournisseur de l'électricité aux tarifs réglementés de vente est composé des pièces suivantes :

- Convention de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente pour une durée de 25 ans qui précise l'objet de la concession et les clauses de revoyure contractuelles ;
- Cahier des charges de concession qui s'appuie sur le modèle national cité précédemment ;
- Annexe 1 au cahier des charges de concession qui regroupe notamment les modalités de calcul de la redevance, la répartition de la maîtrise d'ouvrage entre l'autorité concédante et le gestionnaire du réseau de distribution, l'intégration des ouvrages dans l'environnement, les adaptations locales du contrat ;
- Annexe 2A relative au diagnostic de la concession de distribution publique d'électricité ;
- Annexe 2B définissant les principes de répartition des ouvrages HTA entre la concession établie entre l'Etat et la CESML (Distribution aux Services Publics) et la présente concession établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la CESML (Distribution Publique) ;
- Annexe 2C définissant les dispositions locales relatives au schéma directeur des investissements (SDI) et ses déclinaisons en programmes pluriannuels des investissements (PPI), ainsi que leurs modalités de gouvernance ;
- Annexe 3 définissant les modalités applicables pour la détermination de la contribution des tiers aux frais de raccordement et de renforcement ;
- Annexe 4 définissant les tarifs réglementés de vente conformément à l'article L. 337-4 du Code de l'énergie ;
- Annexe 5 relative au tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité ;
- Annexe 6, relative aux catalogues des prestations et services du gestionnaire du réseau de distribution ;
- Annexes 7 définissant les conditions générales de vente aux clients qui bénéficient des tarifs réglementés (résidentiels et non résidentiels) ;
- Annexe 8 décrivant les principes des contrats d'accès au réseau appliqués par le gestionnaire du réseau de distribution et leurs modalités de consultation ;
- Annexe 9 relative à la cartographie à moyenne échelle des ouvrages des réseaux publics de distribution.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de concession, du cahier des charges de concession, des annexes 1 à 9 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de concession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Julien MIRO.

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-254333A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ConventionConcession_3M-CESML.pdf
- CahierCharges_3M-CESML.pdf
- Annexe1_3M-CESML.pdf
- Annexe2_SDI-Principe_3M-CESML.pdf
- Annexe2A_DiagnosticConcession_3M-CESML.pdf
- Annexe2B_DP-DSP_3M-CESML.pdf
- Annexe2C_SDI-PPI_3M-CESML.pdf
- Annexe3_TiersRaccordement_3M-CESML.pdf
- Annexe 4_TRV_3M-CESML
- Annexe5_TURPE_3M-CESML.pdf
- Annexe6_CatalogueGRD_3M-CESML.pdf
- Annexe7_CGV-TRV_3M-CESML.pdf
- Annexe8_CG-Acces_3M-CESML.pdf
- Annexe9_CESML-3M_Carto.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.